



Independent observer
of the Global Fund

LA MOLDAVIE, UN EXEMPLE DE TRANSITION DE L'ARGENT DU FONDS MONDIAL VERS LES OSC VIA LE GOUVERNEMENT, SELON UNE ÉTUDE DE L'ONUSIDA

Actuellement, plusieurs OSC nationales en Moldavie fournissent des services aux populations vulnérables clés, ainsi que les personnes vivant avec le VIH. Ces services comprennent le soutien psychosocial, des programmes de prévention et de réduction des des risques. Le financement de ce travail est venu principalement du Fonds mondial et a été administré par une ONG récipiendaire principale, le Centre pour les politiques et études sur la santé. Selon l'ONUSIDA, les organisations de la société civile bénéficient de la part du gouvernement moldave, d'un certain soutien en nature modeste, comme la fourniture de tests rapides et de la mise à disposition de bureaux des autorités locales.

En outre, la Moldavie est reconnue comme un exemple de bonnes pratiques dans la riposte au VIH en raison de sa mise en œuvre réussie des programmes de réduction des risques dans les communautés et les prisons.

La Moldavie a été l'un des six pays inclus dans une [étude de l'ONUSIDA](#) des gouvernements qui ont alloué des fonds à des organisations de la société civile. (Voir l'article dans le [GFO](#) pour obtenir un résumé de l'étude. En anglais).

Viorel Soltan, directeur, Centre des politiques et des études sur la santé

En prévision de la réduction du financement du Fonds mondial, le gouvernement moldave a indiqué qu'il assumera le coût de tout traitement antirétroviral, y compris les thérapies de deuxième et de troisième ligne, le suivi du traitement et le suivi des patients, par l'intermédiaire du budget du ministère de la Santé

et le programme d'assurance-maladie national. (Voir [l'article du GFO](#) sur la planification de la transition en Moldavie. En anglais).

L'ONUSIDA a déclaré que, en 2014, le Ministère de la santé a mis de côté de l'argent dans son budget pour soutenir un projet de prévention visant les personnes qui utilisent des drogues, qui devait être mis en œuvre par une ONG nationale. Le ministère de la Santé prévoit d'augmenter son engagement à financer deux projets de réduction des risques par an, à partir de 2016. « Le programme national sida reconnaît que les organismes communautaires doivent mettre en œuvre ces programmes, parce qu'ils sont mieux équipés et bénéficient d'une plus grande confiance des populations clés que les organismes d'État. »

Selon l'ONUSIDA, pour être en mesure d'allouer des fonds aux ONG, le gouvernement moldave doit approuver un nouveau cadre normatif qui définit un mécanisme de financement des ONG de santé. Un groupe de travail technique dans le cadre du Ministère de la santé a mis au point le cadre, mais en raison de changements dans le gouvernement, à partir de septembre 2015, le cadre n'a pas encore été approuvé. « Le financement mis de côté en 2014 et la programmation des ONG pour 2014 ont expiré », a déclaré l'ONUSIDA.

En août 2015, le Fonds national d'assurance maladie a également annoncé un mécanisme pour financer des programmes de prévention des ONG, dont les détails sont encore à régler, l'ONUSIDA a-t-elle précisé.

Selon l'ONUSIDA, même lorsque ces nouveaux mécanismes seront en place, il est difficile de savoir si le financement sera suffisant pour répondre aux besoins de la composante communautaire de la riposte au VIH. « Les ONG prévoient que si des fonds supplémentaires ne sont pas mis à disposition, ils seront incapables de continuer à offrir les niveaux actuels de services ».

Selon l'ONUSIDA, les contraintes réglementaires se sont avérées prendre plus de temps que prévu, ce qui peut retarder la transition vers un système de financement national du soutien des réponses de la communauté. « Les ONG de Moldovie et d'ailleurs dans la région ont fait valoir qu'il est crucial de surveiller les niveaux de financement disponibles pour soutenir le volet communautaire de la réponse. Si le financement baisse et si les services communautaires sont abandonnées, les gains obtenus à ce jour dans la lutte contre l'épidémie pourrait être en danger ».

Réaction

Contacté par l'OFM, Viorel Soltan, Directeur du Centre des politiques et des études sur la santé, a déclaré que si la Moldavie continue à mettre en œuvre des programmes de réduction des risques recommandés par l'Organisation mondiale de la santé dans les communautés et les prisons, les coûts de ces programmes sont encore affectés d'un financement extérieur, principalement du Fonds mondial. Depuis 2014, a-t-il déclaré, le gouvernement moldave a partiellement couvert la thérapie antirétrovirale, et a soutenu le suivi du traitement et le suivi des patients grâce à un financement national.

1. Soltan a déclaré que l'ICN développe actuellement un plan de viabilité et documente l'expérience acquise sur les investissements et la rentabilité des interventions de réduction des risques, ainsi que les mécanismes existants de financement gouvernemental des ONG dans la région. Le pays est en train d'évaluer la situation de financement du programme national VIH dans le contexte d'une transition d'un soutien international à un soutien national.
1. Soltan a déclaré à l'OFM que récemment, dans le cadre de l'initiative « la réduction des risques marche – Financez-la ! », un dialogue national de haut niveau a eu lieu à Chisinau sur une transition réussie vers un financement national de réduction des risques dans le contexte de la lutte contre le

VIH en Moldavie. Il a précisé que participaient à cet événement des fonctionnaires de haut niveau du gouvernement, le Fonds mondial, l'ONUSIDA, le Bureau des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDD), ainsi que des représentants des partenaires locaux, des ONG et des communautés.

Selon M. Soltan, au cours de l'événement, les participants ont réitéré l'engagement que le gouvernement prenne en charge les frais du programme national, et ont convenu des actions concrètes devant être prises par le gouvernement, les experts, les ONG, les organisations communautaires, les institutions multilatérales et les donateurs afin d'assurer une transition en douceur d'un financement international à un financement national de la riposte au VIH et à soutenir les programmes de réduction des risques. Parmi les autres résultats importants de ce dialogue, M. Soltan a déclaré que les représentants du gouvernement ont convenu de mettre en place des mécanismes pertinents afin de sous-traiter aux ONG des services par le biais des budgets du Fonds national d'assurance maladie et du ministère de la Santé en 2016.

Alexandr Curasov, Directeur général de l'Association Initiative Positive

Alexandr Curasov, Directeur général de l'Initiative Association positive (Positive Initiative Association), a déclaré à l'OFM que le gouvernement, le Fonds mondial, les partenaires de développement et les bailleurs de fonds ont déjà atteint le point où ils se rendent compte une chose simple: Les communautés vivant avec ou touchées par des infections sont des partenaires égaux et devraient être impliquées de façon significative si la Moldavie veut vraiment arrêter une épidémie et sauver des vies. « Il est temps de passer d'un partenariat déclaré à un partenariat véritable », a-t-il dit.

« Nous ne sommes pas seulement des patients », a expliqué Curasov. « Nous possédons l'expertise et des capacités uniques pour contribuer à chaque étape de la réponse à l'épidémie, de la planification de la stratégie et de l'action, au budget au développement, à la mise en œuvre et au suivi, à la recherche des ressources. »

Selon M. Curasov, ce qui est nécessaire est une atmosphère de transparence et de responsabilité de la part de l'État et de la société civile. « Transparence, responsabilité et partenariat équitable vont nous permettre d'obtenir des résultats efficaces, de parvenir à une utilisation optimale des ressources, et ont des approches cohérentes, souples et créatives pour résoudre les problèmes », a-t-il dit. « Nous avons investi beaucoup dans les communautés depuis assez longtemps, donc maintenant il est temps de leur donner l'occasion d'appliquer leur potentiel ».

Tinatin Zardiashvili, notre correspondant en Europe orientale et en Asie centrale, a contribué à la rédaction de cet article.

[Read More](#)
